



EurAsie-Pacifique

Document d'orientation politique

#UCLGCongress

Action locale pour les communautés
Circuit Assemblée

CONGRES MONDIAL DE CGLU EN 2019 CIRCUIT ASSEMBLEE DOCUMENT D'ORIENTATION POLITIQUE

1. Messages clés

Le présent Document d'orientation politique de CGLU-ASPAC met en lumière les questions politiques liées aux défis auxquels doit faire face l'organisation et aux principaux enjeux dans la région. L'orientation stratégique de CGLU-ASPAC s'appuie sur son Plan stratégique pour 2015-2020, aussi appelé Manifeste, qui a identifié 5 domaines prioritaires : promouvoir la bonne gouvernance et des administrations autonomes et démocratiques efficaces, améliorer la qualité de vie des personnes en assurant un accès égal pour tous aux services de base appropriés, construire des villes et mettre en place des collectivités locales résilientes, promouvoir une économie verte durable, et mettre en œuvre à l'échelle locale les programmes mondiaux et régionaux ainsi que les engagements nationaux. Les défis à relever concernent la représentation des collectivités locales des pays les moins avancés (PMA) et de la sous-région Pacifique, la représentation des femmes au sein des instances statutaires de CGLU-ASPAC, l'environnement peu favorable dans lequel évoluent les collectivités locales ainsi que leurs capacités limitées. Ces problématiques sont traitées par la coopération entre les membres de CGLU-ASPAC et leurs partenaires internationaux, le travail des commissions de CGLU-ASPAC et la mise en œuvre des programmes liés à l'Agenda mondial.

2. Contexte actuel et défis à relever

CGLU-ASPAC a rencontré quelques difficultés dans la mise en œuvre du Plan stratégique pour 2015-2020. La participation des membres, en particulier de ceux venant des pays les moins avancés (PMA), aux activités de CGLU-ASPAC dépend principalement de leur capacité à obtenir un soutien financier dans ce domaine. Cette dépendance financière a entraîné des disparités en termes de participation aux activités de l'organisation entre les différentes zones géographiques de la région Asie-Pacifique. De plus, comme les membres provenant de la sous-région Pacifique sont peu nombreux, ils s'impliquent moins et participent moins aux activités de CGLU-ASPAC.

En ce qui concerne le faible pourcentage de femmes au sein des instances statutaires de CGLU-ASPAC, l'organisation doit prendre des mesures pour toucher plus de dirigeantes et de conseillères. Les croyances traditionnelles et culturelles qui stigmatisent les femmes et les présentent comme incompetentes ou incapables doivent être remises en question. Des stratégies doivent être définies et mises en œuvre pour impliquer les femmes et les mettre en valeur. Les collectivités locales, en tant que membres de CGLU-ASPAC, peuvent aider à veiller à l'implication des femmes dans les collectivités locales et à la reconnaissance de leur existence et, si nécessaire, créer chacune une commission des femmes à leur niveau.

De nombreux facteurs externes empêchent les collectivités locales de bien fonctionner. Un environnement peu favorable du fait des différents niveaux de décentralisation dans chaque pays, leurs capacités limitées en matière de planification et de gestion, le manque de ressources pour mettre en œuvre les programmes et les projets sont quelques-uns des défis auxquels elles doivent faire face. Malgré toutes ces difficultés, CGLU-ASPAC voit dans le développement de ses membres, via l'échange de connaissances et de technologies, un esprit de solidarité et le respect des différences culturelles, la possibilité de faire de l'Asie et du Pacifique une société résiliente.

3. Principales priorités politiques

La Commission permanente pour la coopération régionale en Asie du Sud-Est a été créée en 2010. Elle est devenue au fil des années la force motrice de la collaboration entre les collectivités locales en Asie du Sud-Est. Elle joue également un rôle essentiel dans le développement du Forum des maires de l'ASEAN (FMA). En 2018, le FMA a été officiellement accrédité en tant que représentant auprès de l'ASEAN, marquant ainsi une étape clé dans le travail de promotion des collectivités locales au niveau régional réalisé par la Commission permanente. Par ailleurs, la Commission permanente a organisé différentes activités d'apprentissage entre pairs au bénéfice de villes du Cambodge, de la République démocratique populaire lao, de Thaïlande, de Malaisie et du Vietnam.

La Commission permanente de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest a été créée en 2013 ; elle a permis, avec notamment l'aide de l'Association sud asiatique de coopération régionale (ASACR), de renforcer le soutien apporté par CGLU-ASPAC à cette région. En 2018, le Congrès de CGLU-ASPAC a approuvé le document d'orientation politique sur la collaboration entre l'ASACR et les collectivités locales en Asie du Sud. Le soutien de la Commission permanente a permis d'organiser de nombreux événements, notamment la Conférence internationale des collectivités locales et les 3^e et 4^e Sommits des villes d'Asie du Sud. La Commission permanente de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest mène par ailleurs les activités de promotion et de renforcement des capacités suivantes : formations à la localisation des ODD, ateliers sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, développement du leadership des femmes et formations sur l'égalité des genres. Afin de renforcer le soutien apporté à la région, un projet de création d'un bureau de CGLU-ASPAC à Islamabad a été lancé.

Le Comité pour la coopération maritime au 21^e siècle a été créé en 2017 par l'Association chinoise pour l'amitié avec les pays étrangers (CPAFFC) et l'administration municipale de Fuzhou. Ce comité vise à promouvoir la coopération en matière d'économie maritime, de conservation marine, de sécurité des voies navigables, de gestion des ports et de prévention des catastrophes. En mai 2018, le Comité a organisé sa 1^{ère} Assemblée générale, qui s'est accompagnée d'une série de discussions et d'ateliers de partage de connaissances. Les conclusions de cette assemblée ont permis d'identifier les futures activités du Comité nécessitant le soutien de CGLU-ASPAC. Lors du 7^e Congrès de CGLU-ASPAC, le Comité a présenté un rapport sur la mise en œuvre de son programme de travail, qui incluait notamment : le Séminaire sur les relations entre villes jumelées et la coopération entre collectivités locales, le Forum sur l'application de la technologie numérique dans le domaine maritime, l'Atelier sur la conservation et la gestion de l'écologie marine et le lancement du site Web et du compte WeChat officiel du Comité.

La Commission pour la coopération locale autour de l'Initiative route et ceinture (BRLC) est dirigé par la ville de Hangzhou. Elle a été créée en 2017 pour soutenir la mise en œuvre de l'Initiative route et ceinture en promouvant la collaboration au niveau local. Deux grands événements ont été organisés par la Commission en 2018, à savoir : l'Atelier de formation sur le commerce en ligne et le Forum de la BRLC sur les nouveaux médias chinois à l'étranger. La Commission a également envoyé en 2018 une mission d'observation à la Conférence sur l'informatique organisée par Alibaba Cloud. Autour du thème « Dynamiser la Chine numérique », la conférence réunissait les meilleurs experts mondiaux pour discuter des dernières tendances en matière de technologies numériques et de la manière dont ces technologies peuvent améliorer les villes et la qualité de vie.

La Commission Culture a été créée en 2015 par la Province autonome spéciale de Jeju. Elle promeut activement la culture comme pilier du développement durable. La Commission Culture a mené plusieurs activités pour encourager les réseaux et les échanges culturels, en prêtant une attention particulière aux jeunes. Elle a notamment participé à l'organisation des grands événements suivants : 1^{er} Sommet de la culture collaborative dans la planification locale (2016), 2^e Sommet Culture de CGLU (2017), et le Forum mondial culture et jeunesse de CGLU (2018). Au cœur du travail de la Commission Culture, l'espace public revêt un caractère important pour les personnes, car il permet de créer un lien avec la culture et le patrimoine en tant que notions concrètes. Plusieurs

étapes importantes ont récemment été franchies en matière de création et de revitalisation de l'espace public. Un élément clé dans cette démarche est l'utilisation d'une approche participative au niveau de la conception afin de permettre à la communauté de s'approprier l'espace public. En collaboration avec ONU-Habitat, CGLU-ASPAC a ainsi aidé les villes à être plus inclusives via la création et/ou la revitalisation d'espaces publics dans la région Asie-Pacifique afin, entre autres, de promouvoir des activités génératrices de revenus et de favoriser l'investissement et la création de richesses, d'améliorer la viabilité environnementale, de promouvoir l'équité et l'inclusion sociale, de susciter l'engagement des citoyens et de créer des outils pour des villes plus accueillantes pour les femmes et les personnes âgées. C'est dans ce contexte que le Gedung Wayang Orang Sriwedari (salle d'opéra traditionnel javanais) à Surakarta a été revitalisé en 2017. Le centre culturel communautaire « Cak Markeso » à Surabaya a quant à lui été inauguré en juillet 2018.

La Commission permanente des femmes dans les collectivités locales a été créée en vue de renforcer la participation et d'améliorer la représentation des femmes dans les collectivités locales. Elle promeut l'égalité des genres et mène des activités pour encourager l'intégration de perspectives de genre dans le développement local. Lors du 6^e Congrès de CGLU-ASPAC, la Commission permanente a appelé chaque collectivité locale à créer une commission traitant spécifiquement des questions liées aux femmes et au genre. Au cours du 7^e Congrès de CGLU-ASPAC, elle a présenté les conclusions de la formation sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes organisée par l'Institut indien des collectivités locales autonomes (AIIILSG) avec le soutien de CGLU-ASPAC. Lors de la réunion du Bureau exécutif à Yiwu en Chine en mai 2019, l'administration municipale de Guangzhou a proposé de diriger le programme de création d'un système fiable de soins de santé maternelle et infantile, de lutte contre les retards de croissance et de diminution du taux de mortalité maternelle et infantile en Asie Pacifique. Ce programme sera intégré au travail de la Commission et se concentrera sur les problèmes de santé prénatale, notamment les retards de croissance intra-utérins causés par la malnutrition pendant la grossesse et le manque d'examen maternels réguliers pendant la grossesse, ainsi que sur la santé infantile, y compris les maladies congénitales telles que l'insuffisance thyroïdienne congénitale à la naissance.

Renforçant les bases de la résilience en Asie Pacifique, CGLU-ASPAC donne la priorité à cette question et encourage constamment la collaboration avec différentes parties prenantes. Après 2015 et dans le cadre de la localisation de l'Agenda mondial 2030, CGLU-ASPAC a noué un partenariat avec l'UNISDR (aujourd'hui appelé UNDRR) pour promouvoir la réduction des risques de catastrophe et la Campagne « Pour des villes résilientes » dans 50 villes asiatiques situées dans les cinq pays de la région les plus exposés aux catastrophes. L'objectif (e) du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe est ainsi en cours de réalisation.

Par ailleurs, en partenariat avec plusieurs institutions, CGLU-ASPAC a mis en œuvre des programmes et des projets qui ont sensiblement contribué à améliorer l'environnement et la gouvernance des villes et des administrations locales dans toute la région. On peut par exemple citer le projet de gestion des déchets solides durable et favorable aux pauvres, le projet de promotion des politiques sanitaires municipales et la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie, au sein de laquelle CGLU-ASPAC joue le rôle de secrétariat pour les pays d'Asie du Sud-Est.

Les deux centres de récupération des ressources intermédiaires créés respectivement dans la province de Jambi en janvier 2018 et à Malang en avril 2018 permettent aujourd'hui de convertir les déchets organiques en énergie. Ces installations ont été développées en partenariat avec la CESAP dans le cadre du projet de gestion des déchets solides durable et favorable aux pauvres. Le projet de promotion des politiques sanitaires municipales a pour sa part été mis en œuvre pour soutenir et renforcer les capacités des collectivités locales dans ce domaine. À ce jour, 10 municipalités pilotes ont déjà été sélectionnées. Ce projet est mené en partenariat avec la Fondation Bill et Melinda Gates. Enfin, certaines collectivités locales prennent aujourd'hui des mesures volontaires pour lutter contre le changement climatique et se sont réunies pour cela au sein de la Convention

mondiale des maires pour le climat et l'énergie. Les villes membres de la convention reçoivent des formations et un soutien technique ; elles disposent également d'une plateforme de déclaration commune du niveau de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et sont invitées à mettre en place un plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat. C'est dans le cadre de cette convention qu'une formation sur comment « Définir un objectif de réduction des émissions et développer un plan d'action en faveur de l'énergie durable et du climat » a été organisée dans 5 villes (Kuala Lumpur, Gwangju, Jakarta, Surabaya et Hanoï) en 2018.

Les projets autour de la localisation des ODD en Indonésie et au Pakistan visent à renforcer les capacités de localisation des ODD des administrations et collectivités locales. En Indonésie, 13 formations locales ont été organisées à ce jour au bénéfice de 524 fonctionnaires et acteurs locaux. La localisation des ODD dans ce pays se fait en collaboration avec plusieurs institutions telles que Bappenas (ministère de la Planification et du Développement national), le Ministère de l'Intérieur (MoHA), l'Institut d'administration publique (Lembaga Administrasi Negara), GIZ (société allemande pour la collaboration internationale), l'Institut de recherche SMERU, le Centre pour les initiatives de développement stratégique d'Indonésie (CISDI) et Philantrophy Indonesia. Le projet « Localise SDGs » est financé par l'Union européenne (UE).

Au Pakistan, en partenariat avec l'Association pour le développement des collectivités locales (ADCL) et les associations de conseils locaux des provinces du Baloutchistan et du Sind, et avec le soutien de l'UE, CGLU-ASPAC est en train de mettre en œuvre un programme de formation des collectivités locales pour la localisation des ODD intitulé « LEAD for SDGs » (2019-2023). Ce programme s'appuie sur l'engagement du gouvernement pakistanais en faveur des ODD, démontré par son cadre national pour les ODD. Il vise à contribuer à l'atteinte des ODD en renforçant les capacités de gouvernance locale dans les provinces du Baloutchistan et du Sind. Il reposera sur une collaboration étroite entre les institutions gouvernementales à tous les niveaux et les associations de conseils locaux pour planifier, mettre en œuvre et évaluer les ODD au niveau local.

L'objectif principal du programme est de contribuer à l'atteinte des ODD en améliorant l'efficacité de la gouvernance locale au Pakistan. Il vise ainsi à créer un environnement favorable à l'intégration des ODD dans les processus de développement locaux en encourageant un leadership efficace et une défense active des politiques locales, étayées par des recherches fondées sur des données factuelles, le renforcement des capacités, une meilleure coordination entre les différents acteurs et l'adoption d'approches innovantes pour la localisation des ODD.

4. Stratégies et outils politiques

CGLU-ASPAC étudie actuellement la possibilité d'organiser une assemblée statutaire dans la sous-région Pacifique. Cette assemblée permettrait de soutenir les efforts réalisés pour augmenter la présence d'administrations et de collectivités locales de cette sous-région au sein de CGLU-ASPAC. La participation des membres venant des pays les moins avancés dépend aujourd'hui de soutiens financiers volontaires apportés par les pays développés et gérés par CGLU-ASPAC et d'un faible financement accordé par l'organisation.

La Commission permanente des femmes dans les collectivités locales a établi une charte pour intensifier ses efforts en vue d'augmenter la représentation des femmes au sein des instances statutaires de CGLU-ASPAC et de renforcer sa structure de gouvernance au sein de l'organisation. La nouvelle présidence de la commission devrait lancer de nouveaux programmes et obtenir des résultats plus concrets.

En tant que secrétariat de l'organisme de coordination des collectivités locales d'Asie-Pacifique (APLG) créé avec le soutien de la CESAP, CGLU-ASPAC arrive à toucher un plus large public au-delà de ses membres en coopérant avec des partenaires de développement dans la région tels que CityNet, ICLEI, le Groupe C40, l'IGES et différents organes des Nations Unies. La consultation des

administrations et collectivités locales ainsi que leur représentation au sein des forums régionaux sont coordonnées par l'APLG.

5. Liens avec les agendas mondiaux et les mécanismes continentaux

ASEAN

CGLU-ASPAC accueille le secrétariat du Forum des maires de l'ASEAN (FMA). Le FMA a été accrédité par l'ASEAN en tant que premier réseau de collectivités locales affilié en 2018. Il a été créé en 2011, lorsque des maires visionnaires d'Asie du Sud-Est se sont réunis pour la première fois à Surabaya en Indonésie pour montrer l'importance des contributions locales à l'intégration régionale de l'ASEAN. Le Forum a acquis une certaine notoriété depuis 2015 en organisant plusieurs réunions pour discuter du développement de la communauté de l'ASEAN et des façons dont les maires peuvent aider à accélérer ce processus et à augmenter ses bénéfices pour les citoyens. Le rôle des collectivités locales est aujourd'hui mis en valeur, car il est maintenant largement reconnu qu'au moins 60 % des Objectifs de développement durable (ODD) définis dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU ne peuvent pas être atteints sans des actions au niveau local.

L'ASEAN intensifie ses efforts collectifs pour promouvoir le développement durable et traiter les problèmes spécifiques qui se posent en milieu urbain. En 2017, un rapport intitulé « Éléments complémentaires entre les Grandes orientations de la Communauté de l'ASEAN à l'horizon 2025 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU : Cadre d'action » a été publié en partenariat avec la CESAP. Il était l'un des premiers à souligner l'aspect complémentaire des efforts régionaux et des efforts mondiaux pour l'atteinte des ODD. Ce rapport identifie cinq domaines prioritaires d'action pour l'ASEAN : 1) l'élimination de la pauvreté ; 2) les infrastructures et la connectivité ; 3) la gestion durable des ressources naturelles ; 4) la mise en place d'une production et d'une consommation durables ; et 5) la résilience.

ASACR

Le bureau de la sous-région Asie du Sud et du Sud-Ouest de CGLU-ASPAC a été ouvert en 2017. Un des principaux objectifs poursuivis avec la création de la Commission permanente de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest était de promouvoir une collaboration étroite entre ses membres et de renforcer la coopération avec le secrétariat de l'ASACR afin que les collectivités locales en Asie du Sud obtiennent un soutien politique et technique pour leurs programmes. Lors d'une des réunions de la Commission permanente de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest le 16 août 2017 à Katmandou au Népal, les membres de la Commission ont invité un représentant du secrétariat de l'ASACR pour discuter de la mission de l'ASACR et la relier au travail des collectivités locales au niveau national et régional ainsi que pour promouvoir la gouvernance locale comme un domaine d'intérêt prioritaire pour l'ASACR. Les membres de la Commission ont défini un plan d'action ainsi que les rôles des administrations et collectivités locales au sein de leur pays respectif afin d'accélérer la coopération au sein de l'ASACR et d'obtenir du soutien pour faire des questions de gouvernance locale une priorité dans le cadre de la mission de l'ASACR. Pour atteindre cet objectif stratégique, les membres de CGLU-ASPAC en Asie du Sud ont convenu d'adopter les positions suivantes :

- a. soutenir le programme de plaidoyer de CGLU-ASPAC dans la région en organisant de nouvelles activités dans le domaine de la localisation du Programme de développement durable de l'ONU et en renforçant les activités et les coopérations existantes ;
- b. aider le secrétariat de CGLU-ASPAC à identifier des méthodes pour faire accréditer l'association des collectivités locales de la région comme organisme reconnu par l'ASACR ;
- c. encourager le secrétariat de CGLU-ASPAC à participer plus activement aux activités de l'ASACR afin de mettre en valeur l'importance de la gouvernance locale en Asie du Sud.

Note : L'Afghanistan est l'un des huit (8) pays membres de l'ASACR. Bien que ce pays soit situé en dehors de la région Asie-Pacifique, CGLU-ASPAC veut trouver un moyen de l'impliquer dans la Commission. Des discussions ont eu lieu avec CGLU-MEWA au sujet de la participation de l'Afghanistan aux activités liées à l'ASACR.

6. Recommandations et actions clés à mener par le mouvement international des collectivités locales et régionales

- a. Accélérer la localisation des ODD et promouvoir les partenariats multilatéraux, notamment pour le développement des examens locaux volontaires dans les villes et les collectivités locales engagées ;
- b. Aider à l'atteinte de l'objectif (e) du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et inciter plus de villes à rejoindre la Campagne « Pour des villes résilientes » ;
- c. Inciter les membres de la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie à modifier leurs politiques en matière de résilience face aux changements climatiques, de gouvernance urbaine, de gestion des risques de catastrophe et d'inclusivité pour intégrer le dialogue et les collectivités locales dans leurs activités décisionnelles, et promouvoir un cadre commun de déclaration des émissions de gaz à effet de serre des villes ;
- d. Renforcer les stratégies et les activités de plaidoyer via l'APLG et souligner constamment l'importance d'un environnement favorable pour les villes et les collectivités locales de la région.

En vue d'obtenir des résultats tangibles sur le terrain :

- e. Inciter les gouvernements nationaux et les collectivités locales au Népal et au Bangladesh à mettre en œuvre une politique sanitaire nationale et des stratégies sanitaires locales et à créer un groupe de travail national et des groupes locaux dans des municipalités pilotes engagées. Les programmes de stratégie sanitaire des collectivités locales devront être établis de manière à créer un cadre approprié pour leur mise en œuvre et leur exécution ;
- f. Reproduire le programme pilote de transformation de déchets en énergie en Indonésie et ailleurs afin non seulement de disposer d'une solution innovante du point de vue sanitaire et environnemental, mais aussi de réduire la part du budget des collectivités locales consacrée au traitement et au transport des déchets solides ;
- g. Promouvoir la réappropriation de l'espace public et son développement dans la région.

CONGRES MONDIAL CGLU 2019

CIRCUIT ASSEMBLEE

DOCUMENT D'ORIENTATION EURASIE

1. Messages clés

La mise en œuvre efficace des droits des citoyen·ne·s est à la base des objectifs de CGLU-Eurasie. Niveau de gouvernement le plus proche des populations, les gouvernements locaux sont les mieux à même de répondre aux besoins de leurs concitoyen·ne·s.

Les enjeux clés de la région Eurasie sont les suivants :

- Façonner une vision commune des gouvernements locaux eurasiens et protéger les intérêts de l'autonomie locale dans la région Eurasie à l'échelle internationale ;
- Veiller à une représentation politique efficiente des gouvernements locaux eurasiens à l'échelle internationale et à la table des négociations mondiales ;
- Coopérer avec les gouvernements nationaux aux fins de la décentralisation, de la gouvernance multiniveaux, de l'implication des gouvernements locaux et de la localisation des ODD ;
- Mettre en place des politiques, programmes et initiatives au sein du cadre des objectifs de CGLU, rechercher des moyens adéquats pour leur réalisation ;
- Élargir le nombre de membres de l'organisation afin de renforcer l'impact politique de CGLU et son indépendance financière ;
- Veiller à l'égalité entre les genres et l'égalité nationale, en luttant contre toutes les formes de discriminations illégales conformément à la législation internationale ;
- Promouvoir la préservation de la culture et du patrimoine dans la région Eurasie ; Continuer à coopérer avec l'Organisation des villes du patrimoine mondial ;
- Accroître l'activité internationale des villes en menant des recherches sur l'activité internationale des villes, avec la diffusion d'un Manuel des termes internationaux, l'organisation d'ateliers d'apprentissage, etc. ;
- Contribuer à la localisation des ODD en organisant des ateliers d'apprentissage et des campagnes de sensibilisation ;
- Être un réseau d'apprentissage ;
- Accroître la capacité de CGLU à mettre en œuvre des projets utiles pour les villes en recevant des fonds de la part du secteur privé ;
- Nouer des partenariats avec des plateformes économiques de la région Eurasie et pour représenter CGLU dans les sphères économiques ;
- Défendre l'égalité des genres, la paix, la diplomatie des villes, la préservation de la culture, le droit à la ville, l'inclusion, la décentralisation financière et la prévention des risques ;
- Identifier et diffuser les bonnes pratiques des gouvernements locaux dans les principales langues des sections régionales ;
- Faciliter la compréhension du vocabulaire du mouvement municipal international en diffusant des informations adaptées dans les principales langues des sections régionales ;
- Encourager à l'unité et au renforcement de l'Organisation mondiale CGLU au travers de la collaboration des sections et la mise en œuvre de projets communs ;
- Contribuer à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, de l'Accord de Paris sur le climat, du Nouvel agenda urbain, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, de l'Agenda d'action d'Addis-Abeba et d'autres accords et programmes internationaux dans les villes de la section Eurasie.

2. Contexte actuel et état des défis

Un défi sérieux pour nous est **la forte centralisation** présente dans des pays tels que l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Azerbaïdjan. Les Maires ne peuvent pas décider de la participation aux activités des organisations internationales ou aux événements mondiaux. Il·elle·s ont besoin d'obtenir la permission de la part du gouvernement national.

Un autre problème est **l'incompréhension de la nécessité de développer les relations et de participer aux initiatives globales**. « *Comment pourrais-je me permettre de dépenser de mon temps et de mon budget pour la participation à des événements internationaux alors que je ne sais pas comment trouver de l'argent pour la rénovation de routes ou de bâtiments ?* » Le **manque de financement** est également un problème majeur, qui entrave la participation aux événements ou leur accueil.

Nous avons également des problèmes **de collecte des cotisations d'adhésion**. Tous nos membres ne paient pas leur cotisation scrupuleusement. Nombreuses sont les petites villes à ne pas avoir les fonds dans leur budget municipal pour ce type de dépenses, et, en même temps, ces villes ne cherchent pourtant pas à quitter l'organisation et leurs représentant·e·s participent activement aux activités de CGLU-Eurasie.

Nous remarquons également un inconvénient dans tout le travail de CGLU : certains documents et discours sont « **plein de vent** ». Nombre d'orateur·rice·s prononcent de belles formules sur « l'importance de choses importantes » sans dire rien d'utile pour autant. Il est difficile d'écouter de longs discours ennuyeux et qui semblent très similaires entre eux. Les participant·e·s viennent pour obtenir de nouvelles informations sur les façons d'aborder les défis, mais on ne leur parle que de l'importance de résoudre ces problèmes, sans apporter rien de concret. Certaines difficultés émergent également dans la compréhension des documents. Parfois, nous lisons de longs documents, mais une fois leur lecture achevée, il nous reste des questions : « Qu'a-t-il été fait exactement ? », « Quels bénéfices cela peut-il apporter à ma ville ? », « Que pourrais-je faire pour contribuer à cette action ? »

Des problèmes de communication existent. Le premier problème est le « **manque de version en anglais des sites Internet et manque de contacts visibles en anglais** », qui cause des difficultés dans l'établissement de la coopération et la recherche d'informations. Par exemple, nous ne pouvons pas effectuer un suivi des nouvelles de la ville d'Oulan-Bator, car son site Internet n'est proposé qu'en langue mongole. Le problème est également typique en Asie-Pacifique. Souvent, nous n'avons pas la possibilité de trouver des informations sur les sites Internet de Chine, d'Inde, d'Indonésie, etc.

L'absence de départements chargés des relations internationales dans de nombreuses villes engendre des difficultés de communication, car chaque fois que nous envoyons des informations et attendons une réponse, nous devons découvrir par nous-mêmes à qui elles ont été confiées.

Et, bien entendu, il faut faire remarquer que souvent la participation des représentant·e·s d'Eurasie est compliquée en raison de la langue. La plupart des dirigeant·e·s locaux·les **ne parlent pas anglais ou du moins pas couramment**. CGLU-Eurasie n'a pas la capacité d'organiser des services d'interprétariat lors des événements de CGLU et ses partenaires. Nous finissons donc par inviter toujours les mêmes Maires, ceux et celles qui parlent anglais. De plus, CGLU-Eurasie se retrouve face au problème de la traduction d'un grand volume de textes en russe. Les documents liés aux événements statutaires de l'Organisation mondiale sont envoyés aux sections une semaine avant lesdits événements. La traduction ne peut pas toujours être faite à temps et dans son intégralité.

Un défi important pour nous consiste à **attirer des sponsors** pour les activités de CGLU-Eurasie et la mise en œuvre de projets urbains.

3. Les priorités politiques clés dans les domaines suivants

Nos priorités dans ce domaine dans le cadre des activités de CLGU sont les suivantes :

- Fournir aux dirigeant·e·s locaux et régionaux la possibilité d'être élu·e·s aux mécanismes de consultations de CGLU : **conseils politiques et commissions** ;
- S'assurer de la participation des élu·e·s des gouvernements locaux et régionaux aux mécanismes de consultations de CGLU : groupes de travail, communautés de pratiques et forums.

I. Opportunités pour tou·te·s, culture et diplomatie des villes : les clés du développement durable et de la paix.

Dans ce domaine, CGLU a les priorités suivantes :

- 1) **Préservation de la culture et du patrimoine.** Dans cette sphère, CGLU-Eurasie coopère étroitement avec l'Organisation des villes du patrimoine mondial depuis 2004. Nous avons organisé 9 conférences régionales conjointes au cours de cette période.

Nous prêtons une grande attention à **éveiller chez les enfants le sens de la préservation du patrimoine culturel**. À cette fin, nous avons organisé des concours de dessins pour enfants (en 2017 et en 2019) et un concours vidéo (2018) consacrés à la thématique « Patrimoine de ma ville ». Tous les dessins ont été présentés lors des conférences internationales des Villes du patrimoine mondial d'Eurasie, plusieurs années de suite.

Le prochain concours de dessin pour enfants débutera en janvier 2020 et aura pour thématique les costumes nationaux. En 2008, le **Carnaval des costumes nationaux** que nous avons organisé en Indonésie a remporté un franc succès. Nous prévoyons de répéter cette expérience à Yakoutsk en juin 2020. Tou·te·s les participant·e·s à la Xe Conférence internationale des Villes du patrimoine mondial d'Eurasie devraient endosser leur tenue nationale.

Nous avons un **projet** conjoint avec l'Organisation des villes du patrimoine mondial-Eurasie intitulé « **Patrimoine d'Eurasie** ». L'idée principale est qu'une ville fasse peindre sur la façade de l'un de ses bâtiments des images de monuments du patrimoine d'une autre ville. Dans le cadre du projet Patrimoine d'Eurasie, le patrimoine mondial de la ville de Derbent (la Citadelle de Naryn-Kala) a été peint sur l'un des édifices de Safranbolu (Turquie) et le centre historique de Safranbolu a été représenté sur les murs de Derbent. En avril 2019, les images du patrimoine de Kazan et Bolgar sont apparues dans la ville de Denpasar, la capitale de l'île de Bali (Indonésie). Le patrimoine de Bali a quant à lui été illustré sur les murs de Bolgar. Ce projet **a contribué au développement de liens internationaux, d'une coopération intermunicipale et de la diplomatie des villes**.

- 2) CGLU-Eurasie accorde une grande attention à **la diplomatie des villes**. En effet, elle a une importance toute particulière au vu des conflits politiques entre la Russie et Géorgie, la Russie et l'Ukraine, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. **Notre priorité est de promouvoir la paix entre les pays en établissant le dialogue et l'amitié entre villes.**

En tant que facilitatrice de politiques de paix, CGLU-Eurasie travaille à parts égales avec chaque pays dans la région. Les Maires des pays qui sont en conflit s'asseyent à la même table et communiquent pacifiquement dans le cadre de nos événements. Dans ses discours, Ilur Metshin, président de CGLU-Eurasie, appelle à des politiques de paix du bas vers le haut et à une coopération entre les villes indépendamment des politiques nationales. Notre priorité est de faciliter la paix entre les pays en établissant le dialogue et l'amitié entre villes.

Dans le cadre de notre plaidoyer en faveur de la diplomatie des villes, nous organisons le Forum international de la diplomatie civile. Il se tient chaque année le 31 octobre (Journée mondiale des

villes) dans la ville de Volgograd. Traditionnellement, le forum est consacré à la Journée mondiale des villes (31 octobre). Le lieu de l'événement est la ville héroïque de Volgograd qui, aux côtés de la Britannique Coventry en 1944, est devenue la fondatrice du mouvement international de jumelage entre villes. À ce jour, cinq forums ont été organisés et le 6e aura lieu le 31 octobre 2019. Des délégations d'Eurasie, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique du Nord se réuniront pour discuter de la façon dont les villes peuvent contribuer à la consolidation de la paix, et aussi déterminer quelles sont les perspectives des relations internationales.

CGLU-Eurasie soutient le Forum international de la paix à Novossibirsk consacré à la démocratie publique, à l'engagement de la jeunesse, à la coopération internationale et au dialogue interculturel. La 4e édition du Forum a été organisée cette année.

CGLU-Eurasie promeut également la coopération entre villes jumelées. Grâce à CGLU-Eurasie, des villes telles que Safranbolu et Ielabouga, Bavly et Comrat, Volgograd et Izmir, Bolgar et Safranbolu, Aqtaw et Samsun, Kazan et Guangzhou, Lijiang, Hararé, Ankara, Paris ont convenu d'une coopération.

Nous appuyons le Prix de CGLU pour la Paix et promouvons cette initiative dans la région eurasiennne.

L'amitié et la coopération entre les sections régionales de CGLU sont également notre priorité. Nous avons signé des accords de coopération avec toutes les sections régionales de CGLU. Nous coopérons étroitement avec MEWA, ASPAC et FLACMA.

II. Gouvernance territoriale multiniveaux et Financement durable

L'un des domaines des activités de CGLU-Eurasie est de nouer des partenariats avec des plateformes économiques de la région Eurasie et pour représenter CGLU dans les sphères économiques ; mais aussi de rechercher des entreprises partenaires pouvant financer des projets sur le développement durable des villes eurasiennes.

Nous œuvrons à établir une coopération entre les gouvernements nationaux afin de leur faire comprendre la nécessité de faire participer les villes aux discussions internationales et d'autonomiser les gouvernements locaux. L'objectif de ces discussions avec les gouvernements nationaux est d'établir une gouvernance multiniveaux et une décentralisation des finances.

III. Droit à la ville et Territoires inclusifs

Identifier les bonnes pratiques dans ce domaine et les faire connaître aux membres de la section fait partie des priorités de CGLU-Eurasie.

CGLU-Eurasie contribue au Droit à la ville en organisant des conférences :

À l'initiative d'Aisen Nikolaev, vice-président de CGLU, la municipalité de Iakoutsk, aux côtés de CGLU-Eurasie, organise tous les deux ans la Conférence internationale « Villes et populations ». La Conférence se tient avec l'implication active des gouvernements locaux, de la société civile et des jeunes. Elle vise à engager les populations dans le processus de prise de décisions sur le développement durable.

Nous portons une attention particulière à l'implication des jeunes dans la gouvernance municipale. À cet égard, nous promouvons le projet « Journée des doublures » de la municipalité d'Astrakhan. En effet, dans le cadre de ce projet, les élèves prennent part à la gestion de la ville pendant une journée. Il-elle-s sont présent-e-s aux réunions officielles et participent à différentes commissions. De cette façon, l'administration de la ville fournit aux jeunes la possibilité de faire un stage au sein d'un gouvernement local.

Les réunions avec les citoyen-ne-s et les dirigeant-e-s de la ville sont organisées dans la ville de Nijnekamsk sous la forme de discussions ouvertes. Les citoyen-ne-s font des suggestions d'amélioration de la vie dans les quartiers et la ville dans son ensemble.

IV. Des villes plus sûres, plus résilientes, durables et capables de répondre aux crises

Les priorités de CGLU-Eurasie dans ce domaine sont les suivantes :

- Étudier et diffuser les bonnes pratiques ;
- Appeler les gouvernements locaux à apporter de l'aide aux villes touchées par les catastrophes et les crises ;
- Promouvoir la mise en œuvre du Cadre de Sendai, de l'Accord de Paris et des autres programmes et accords contribuant à la résilience des villes dans la région ;
- Impliquer les villes d'Eurasie dans le travail du Conseil politique de CGLU « Des villes plus sûres, plus résilientes, durables et capables de répondre aux crises ».

En avril 2019, la IXe Conférence internationale sur « Le patrimoine résilient et tourisme » a été organisée par CGLU-Eurasie dans la capitale de Bali, la ville de Denpasar. Lors de la conférence, les questions suivantes ont été abordées : comment protéger le patrimoine mondial des problèmes liés au dérèglement climatique ; comment préserver l'attrait touristique des villes avec des conditions météorologiques extrêmes ; et quelles contributions les dirigeants·e·s locaux·es peuvent apporter à la mise en œuvre de l'ODD 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques ».

4. *Stratégies politiques et outils*

La stratégie de CGLU-Eurasie inclut les orientations suivantes :

- Coopération avec les gouvernements locaux et régionaux ;
- Coopération avec les associations nationales ;
- Coopération avec CGLU et ses sections ;
- Coopération avec les organisations internationales ;
- Coopération avec les entreprises ;
- Coopération avec les gouvernements nationaux.

Nous œuvrons à l'établissement d'une **coopération avec les gouvernements centraux afin d'avoir une influence sur le haut degré de centralisation**. Il est important que les villes gagnent la confiance de leurs gouvernements nationaux quant aux activités de CGLU. Cela s'avère nécessaire si l'on veut expliquer aux gouvernements nationaux le rôle primordial des gouvernements locaux dans la mise en œuvre des ODD. Nous avons démarré par la Russie : nous sommes parvenu·e·s à un accord avec le gouvernement russe sur la participation de CGLU-Eurasie aux préparatifs de l'examen national volontaire (VNR) pour 2020. Ilur Metshin, président de CGLU-Eurasie et Rasikh Sagitov, secrétaire général, sont des membres des groupes thématiques sur les ODD 5, ODD 9, ODD 11, ODD 13 et ODD 17.

Pour les autres pays de la région, nous prévoyons de démarrer une série de réunions avec les gouvernements nationaux en 2020. Le but est de recevoir du soutien (notamment financier) de la part des gouvernements nationaux et régionaux concernant la participation des villes eurasiennes aux activités de CGLU, ainsi qu'à ses congrès mondiaux, au Forum urbain mondial, au Forum politique de haut niveau sur le développement durable, aux Conférences sur le climat (COP) et aux autres événements mondiaux.

Les principaux domaines des cadres de **coopération avec les associations nationales** sont les suivants :

- Organiser des formations sur les ODD lors des réunions des associations nationales de gouvernements locaux ;
- Recevoir les résultats des travaux, projets et recommandations de la part des associations nationales ;

- Mettre en place des projets communs au profit des villes et candidater à des subventions pour pouvoir les mettre en œuvre.

La **coopération avec les Nations Unies, la Commission européenne et l'Union économique eurasiennne** pour le développement durable des autorités locales d'Eurasie est un domaine important de nos activités.

La principale activité de CGLU-Eurasie est la coopération avec les autres sections. Des accords de coopération ont été signés avec ASPAC, MEWA, FLACAM, CGLU-Afrique et Europe. La priorité clé de la section Eurasie ciblant la promotion de l'unité et le renforcement de CGLU se concrétise sous la forme de participation aux événements des autres sections et à la mise en œuvre de projets communs.

La stratégie de CGLU-Eurasie comprend un élément important : le façonnage de la vision commune des gouvernements locaux eurasiens, qui contient les nécessités et les opinions des citoyen·ne·s et des représentant·e·s des gouvernements locaux dans la région, mais qui en informe également les représentant·e·s politique de la région.

Pour résoudre le problème d'incompréhension de la nécessité de nouer des liens internationaux et de participer aux initiatives internationales, nous avons conçu le Manuel des termes internationaux. Ce manuel vise à expliquer la signification des différents engagements, accords, événements internationaux, ainsi que celle du nom d'organisations et autres.

La Recherche sur les activités internationales des villes entend également analyser le travail des gouvernements locaux vers le développement de relations internationales. Cela permettra de définir des méthodes plus élargies pour accroître la sensibilisation à l'international. Il est important que le Classement de l'activité internationale des villes soit effectué en fonction des données reçues. Son objectif est d'encourager les villes à établir des relations internationales et à définir les bonnes pratiques en la matière. L'expérience de la première ville du classement sera analysée et présentée comme pratique réussie. Les séries de critères tels que l'activité commerciale des villes, l'activité internationale de la population, les organisations et institutions internationales, les événements internationaux et les infrastructures seront analysés dans cette recherche. Chaque groupe de critères est composé d'indicateurs qui reflètent le mieux le contenu du critère. Les conclusions de la recherche actuelle seront présentées lors du Congrès de CGLU à Durban.

D'autre part, nous prévoyons d'organiser un **Séminaire CGLU-Eurasie en mars 2020**, où nous expliquerons les avantages de participer à l'agenda international et à la mise en œuvre des ODD. Notre idée est d'inviter également au Séminaire des représentant·e·s des services de presse des villes. Nous comptons les former aux ODD, afin qu'il·elle·s classent les nouvelles sur les sites Internet municipaux par différents ODD. Cela contribuera à la sensibilisation aux ODD auprès des citoyen·ne·s, mais aussi à une compréhension de ce que les municipalités peuvent faire dans la mise en œuvre des ODD. La deuxième partie de la formation pour les services de presse sera consacrée aux sites Internet municipaux, en particulier leur version en anglais. Cela contribuera à aborder la question du « **manque de version en anglais des sites Internet et le manque de contacts visibles en anglais** ».

Une fois par trimestre, CGLU-Eurasie publie la **revue des gouvernements locaux d'Eurasie pour les dirigeant·e·s locaux et régionaux**. Cette démarche constitue un élément important du partage des expériences. Depuis 2019, elle contient des nouvelles et des bonnes pratiques des villes, mais aussi des informations sur les ODD. Chaque revue est consacrée à l'un des ODD et comprend une explication concrète de l'ODD ainsi qu'une bonne pratique municipale dans ce domaine.

Nous traduisons tous les documents de CGLU en russe et organisons la traduction simultanée lors des principales réunions de CGLU. Ce serait formidable si le site Internet de CGLU disposait d'une version russe. Nous avons déjà traduit les principales parties de uclg.org et nous sommes prêt·e·s à effectuer la traduction régulière des nouvelles.

5. Liens aux agendas mondiaux et mécanismes continentaux

Promouvoir la réalisation des ODD, la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat, du Nouvel agenda urbain, du Cadre de Sendai et de l'Agenda d'action d'Addis-Abeba dans les villes de la section Eurasie ;

Fournir aux chef·fe·s de gouvernements locaux la possibilité d'être élu·e·s au Comité consultatif des autorités locales auprès des Nations Unies (UNACLA) ;

S'assurer de la possibilité pour les représentant·e·s politiques de CGLU-Eurasie de prononcer un discours lors du Forum urbain mondial (WUF).

S'assurer de la représentation politique des gouvernements locaux d'Azerbaïdjan, d'Arménie, de Biélorussie, de Géorgie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de Mongolie, de l'Ouzbékistan, de Russie, du Tadjikistan, du Turkménistan et d'Ukraine **à la table des négociations mondiales** et démontrer leur implication active dans les processus internationaux de développement municipal et de développement de la démocratie ;

CGLU-Eurasie attache une grande importance à la **mise en œuvre des Objectifs de développement durable**. CGLU-Eurasie continue de participer activement à la préparation de l'Examen national volontaire de la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU, en cours de rédaction en Russie, prévu pour 2020. Ilur Metshin, président de CGLU-Eurasie et Rasikh Sagitov, secrétaire général de CGLU-Eurasie, travaillent au rapport comme membres des groupes thématiques sur les ODD 5, ODD 9, ODD 11, ODD 13 et ODD 17.

CGLU-Eurasie a initié un partenariat pour la localisation des ODD qui implique l'organisation de **courts séminaires de deux heures sur les ODD lors des réunions des associations de gouvernements locaux**. L'objectif de ce projet est de donner aux dirigeant·e·s locaux·les une compréhension pratique des ODD et leur enseigner comment aligner le travail quotidien des autorités locales sur les ODD. La sensibilisation aux ODD constituera la base de davantage d'actions locales et facilitera leur systématisation. À ce jour, les négociations avec les partenaires sont en cours, et un calendrier des séminaires est en cours de création. Le premier séminaire aura lieu le 31 octobre 2019 à Iekaterinbourg (Russie), lors de la Journée mondiale des villes organisée par ONU-Habitat. Nous prévoyons d'organiser 10 séminaires et de fournir une formation à environ 200-300 dirigeant·e·s locaux·les en 2020.

Il est important que ces séminaires ne nécessitent pas de ressources financières et organisationnelles importantes, car ils seront organisés sur la base d'événements déjà mis en place par les partenaires. Nous n'avons donc pas à inviter les participant·e·s ni à payer un lieu, un hébergement, des repas, etc. Nous incluons juste notre séminaire dans le programme d'un partenaire.

Il est prévu de mener la **campagne « Ma ville met en œuvre les ODD »**. En 2020, tou·te·s les participant·e·s de la campagne mettront une bannière sur leur site Internet et indiqueront pour chaque nouvelle à quel ODD elle contribue.

De nombreuses villes d'Eurasie ont intégré les ODD aux stratégies de développement de leur ville. Nos priorités sont les suivantes :

- Recevoir des informations sur la réalisation des Objectifs de développement durable de la part des chef·fe·s de gouvernements locaux et régionaux d'Eurasie, les systématiser et les présenter aux Forum politique de haut niveau sur le développement durable ;
- Organiser la participation des représentant·e·s politiques de la région Eurasie aux discussions dans le cadre du Forum politique de haut niveau de l'ONU sur le développement durable, organisé à New York ;
- S'assurer de la participation des chef·fe·s de gouvernements locaux de la région Eurasie aux activités de la Global Taskforce et aux réunions de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux.

6. *Recommandations et actions clés du mouvement international des gouvernements locaux et régionaux*

Recommandations pour l'amélioration du travail de CGLU :

- 1) Renforcer le travail dans les pays ayant un haut degré de centralisation ;
- 2) Lors du développement de programmes et de l'élaboration de documents, ainsi que dans l'organisation des événements, utiliser toutes les langues de l'ONU ;
- 3) Développer des recommandations pratiques concrètes sur chacun des ODD : Que peut faire une ville ? Quels projets peut-elle mettre en œuvre par elle-même afin de contribuer aux ODD ? Ce doit être sous forme d'instructions claires étape par étape.
- 4) Coopérer avec le secteur privé pour consolider l'indépendance financière et mettre en œuvre des projets au bénéfice des villes ;
- 5) Identifier des critères clairs pour les discours des orateur·rice·s afin qu'ils contiennent des informations spécifiques, sans verser dans « l'importance des choses importantes » ;
- 6) Coopérer avec les organisations de la société civile pour des solutions efficaces aux problèmes des activités urbaines ;
- 7) Agir dans l'intérêt des villes et de leurs populations indépendamment des relations politiques entre les pays ;

Établir le système d'apprentissage à distance pour les dirigeant·e·s locaux·les et régionaux·les. Le programme doit inclure des domaines tels que le développement de relations internationales, la résolution des problèmes mondiaux et la localisation des ODD, les bonnes pratiques dans la gestion des questions urbaines quotidiennes.

#UCLGCongress
www.durban2019.uclg.org

